



Fédération SUD éducation

17, Bld de la Libération, 93200 St Denis
Tél: 01 42 43 90 09 - Fax : 09 85 94 77 60
fede@sudeducation.org / www.sudeducation.org

Numéro 4
Avril 2015

Ce bulletin a pour objet de faire le point sur les dossiers internationaux suivis par la Fédération Sud éducation.

Sommaire

- Brésil - Grève reconductible dans les premier et second degrés
- Tunisie - Plusieurs mouvements de grève dans l'éducation
- Côte d'Ivoire - Grèves et rétention des notes
- Algérie - Le syndicalisme autonome lance un appel
- Etat espagnol - Grève des enseignant-es dans le Supérieur
- Mexique - 6 mois après le massacre des étudiants
- Etat espagnol - Un vrai projet de destruction de l'école public
- Allemagne - Négociations salariales sous pression des grévistes

Brésil – Grève reconductible dans les premier et second degrés

Le 16 mars, les travailleuses et les travailleurs du réseau public d'éducation de l'Etat de São Paulo ont débuté une grève reconductible. L'Union syndicale Solidaires et la fédération Sud éducation ont adressé aux camarades de CSP-Conlutas des messages de soutien.



Les grévistes réclament :

- Une augmentation des salaires de 75,33% (ce qui correspond à l'inflation !)
- La suppression de la valorisation au mérite.
- L'ouverture de nouvelles classes pour répondre aux besoins de la population, alors que le gouvernement prévoit d'en supprimer 3 000 cette année.
- L'amélioration des conditions de travail.

Toutes ces revendications pourraient être aisément satisfaites par les gouvernements de l'état de São Paulo et fédéral car ce n'est pas l'argent qui manque au pays de la 7^{ème} économie mondiale !

Encore une fois, cette lutte montre qu'une autre répartition des richesses produites par les travailleuses et les travailleurs, au Brésil et ailleurs, est nécessaire. Ce n'est pas le service public d'éducation qui coûte cher, c'est le capitalisme et les capitalistes qui nous coûtent cher !

L'Etat de Sao Paulo vient encore de réduire de 800 millions de R\$ (260 millions d'€) le budget de l'éducation ; le gouvernement fédéral, lui, l'a réduit de 7 milliards de R\$ (2,3 milliards d'€).

Tunisie - Plusieurs mouvements de grève dans l'éducation

éducation
SUD

Fédération des syndicats SUD éducation
17 boulevard de la libération - 93200 Saint Denis
Tél. : 01 42 43 00 00 - Fax : 06 85 94 77 00
fed@sudeducation.org
www.sudeducation.org

Solidaires
Union
Syndicale

Nous soutenons la grève de nos camarades de l'UGTT

La fédération des syndicats SUD éducation, au sein de l'Union Syndicale Solidaires, soutient pleinement la grève décidée par nos camarades du syndicat général de l'enseignement secondaire de l'UGTT.

Ainsi, en Tunisie, le personnel de l'enseignement secondaire sera donc en grève pendant deux jours et ce à compter d'aujourd'hui 22 janvier.

Cette mobilisation est la conséquence d'accords déjà signés et toujours pas respectés par le gouvernement, montrant ainsi son indifférence et mépris à l'égard des enseignant(e)s et des élèves.
Une deuxième grève est prévue les 17 et 18 février si le gouvernement poursuit sa politique inadmissible.

Par delà les frontières des Etats, la solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses est une nécessité ; c'est aussi une réalité, à travers le syndicalisme internationaliste que défend et pratique l'Union syndicale Solidaires et bien d'autres forces syndicales dans le monde.

Avec les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, la fédération des syndicats SUD éducation salue la grève des camarades de l'UGTT et la fait connaître en France et auprès de nos partenaires syndicaux d'autres pays.

L'Union syndicale Solidaires à travers sa fédération de l'éducation réaffirme sa solidarité et son soutien à la lutte des travailleuses de l'éducation de Tunisie.
Leur combat est le nôtre.

Pour l'Union Syndicale Solidaires Paris, jeudi 22 janvier 2015.
Stéphane Enjalran (Secrétariat National)
Nara Cladera (Commission internationale)

Le syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT affirmait que « les examens du deuxième trimestre n'auront pas lieu avant la signature d'un accord avec le ministère de l'Éducation concernant les revendications des enseignants ».

La commission administrative du **syndicat général de l'enseignement primaire de l'UGTT** avait décidé **d'organiser une grève, le 15 avril**, pour protester contre la non-satisfaction des revendications des enseignants et enseignantes. Pour le syndicat UGTT, cette grève marquait le début d'une série d'actions allant crescendo si le ministère de l'éducation persiste dans ses choix.

Les promotions gelées depuis une longue période, les modifications du statut particulier des instituteurs et la promulgation du décret relatif à la retraite constituent les principales revendications avec l'amélioration des conditions de travail.

Dans le second degré, les journées de grève se sont succédées depuis le début de l'année (21 et 22 janvier, 17 et 18 février).



Lundi 6 avril dans la soirée, un accord a été signé entre le ministère de l'Éducation et le Syndicat Général de l'Enseignement Secondaire – Union Générale Tunisienne du Travail (SGES-UGTT). Il montre qu'en Tunisie comme ailleurs, même dans un contexte de crise politique et économique intense, lorsque les travailleurs et travailleuses – et notamment ce-ux/lles de l'éducation – sont uni-e-s et qu'il/elle-s ne baissent pas les bras, la victoire leur appartient.

Il a fallu, depuis le début de l'année scolaire plusieurs journées de blocage complet de l'enseignement secondaire et le boycott des examens du second trimestre pour que le ministère accepte d'entendre leurs légitimes revendications mais il/elle-s n'ont cédé ni devant les intimidations ni devant les dénigrements médiatiques.

Par la lutte, nos camarades de Tunisie ont obtenu une réelle revalorisation salariale pour les trois années à venir, la mise en place d'une couverture sociale, l'instauration d'une commission chargée du suivi de la situation socio-économique des enseignants et l'ouverture du chantier fondamental de la réforme du système éducatif.

Côte d'Ivoire - Grève et rétention des notes

A l'appel de plusieurs syndicats, le personnel de l'éducation nationale de Côte d'Ivoire a massivement participé à plusieurs journées de grève, les plus récentes étant les 16 et 17 mars ; ce mouvement s'accompagne d'une action de rétention des notes du deuxième trimestre. Les grévistes réclament le déblocage des avancements (promis par le ministère mais non réalisé) et le paiement de sommes dues suite au reclassement des agents du secteur éducation-formation.

Algérie – Le syndicalisme autonome lance un appel

La Fédération Nationale du Secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (SNAPAP), affiliée à la Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (CGATA), rejette dans le fond et dans la forme le projet du Code du Travail et du Statut Général de la Fonction Publique. Pour rappel ce soit-disant projet avait déjà fait l'objet de rejet par la base militante de notre Organisation (SNAPAP) ainsi que par d'autres Syndicats de la CGATA. **En effet, ce projet lui-même remet en cause tous les droits sociaux des Travailleurs Algériens de par le développement de la précarité, du chômage et les atteintes aux droits et aux libertés syndicales.**

Au lieu de se pencher sérieusement sur les dossiers épineux, les pouvoirs publics, à travers ses organisations fantoches qui ne représentent qu'eux même, préfèrent la diversion en promettant comme à l'accoutumé des bipartites, tripartites en septembre, octobre, décembre, etc. Cette attitude n'est d'autre qu'une cassette berceuse pour cacher les véritables intentions des pouvoirs publics à l'égard des travailleurs.



Suite à ceux là, les travailleurs du Secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, déterminés plus que jamais à continuer à réclamer haut et fort non seulement un travail décent mais aussi et surtout à dénoncer avec force cette politique qui consiste à généraliser la précarité dans l'emploi et ce par des instruments (CDD, CDI, PRES-EMPLOIS, ANEM, ...) importés d'ailleurs.

Pour preuve le logement social reste inaccessible à la basse catégorie des corps communs : chauffeurs, agents de sécurité, ouvriers professionnel, dans certaines universités : Le principe du droit au logement pour tous est bafoué.

Compte tenu du refus du dialogue par la tutelle malgré nos demandes qui restent sans réponse à ce jour et suite à la tentative de déstabilisation de notre fédération par la rencontre de la tutelle avec un parallèle.

Devant cet état de fait dramatique qui se dégrade de jour en jour, la Fédération Nationale du Secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, lance un appel à tous ses adhérentes et ses adhérents ainsi qu'à tous les travailleuses et travailleurs qui désirent rejoindre notre Organisation Syndicale (SNAPAP), à la mobilisation générale par la tenue de leurs Assemblées Générales en vue de la préparation d'une action National qui se décidera lors du Conseil National de notre Fédération et qui aura lieu à la fin du mois d'Avril 2015, afin d'exiger :

1- **Un salaire digne** « par la régularisation du Salaire Minimum avec effet rétroactif depuis l'année 2008 ».

2- **Un travail décent** « par la titularisation des contractuels et des prés emplois dans des postes permanents ».

- 3- **Un bilan et un point de situation du FNPOST** « par le droit au logement social dans le secteur ».
- 4- **Un rejet de l'avant-projet de Code du travail** « par la révision du Statut Général de la Fonction Publique ».
- 5- **Une ouverture du dialogue** « par la liberté d'expression ».
- 6- **L'arrêt des harcèlements et de l'ingérence dans les affaires des organisations syndicales** « par le respect des droits syndicaux, respect du droit de grève et réintégration de tous les suspendus dans leurs postes ».
- 7- Statut règlementaire pour les centres médicaux sociaux dans les universités.

8- Dotation des œuvres universitaires et des universités des ambulances conformes pour la bonne prise en charges de nos étudiants malades.

9- Dotation des centres médicaux d'un chapitre spécial pour achat des médicaments et matériels conformes a l'énormes de l'OMS.

10- Le respect par l'application des lois et conventions.



État espagnol - Grève des enseignant-es dans le Supérieur



Le STES, organisation membre de la Confederacion Intersindical, appelaient les enseignantes et enseignants du Supérieur à la grève, le 24 mars.

Nos camarades dénoncent un nouveau projet de loi qui restreint les moyens et les droits des personnels de l'Université, à l'instar de ce qui s'est passé pour les premier et second degrés, et plus largement dans tout le secteur public. C'est aussi la privatisation des universités qui est au cœur du projet gouvernemental et que combattent les grévistes.

Mexique – 6 mois après le massacre des étudiants

Plus de 6 mois après l'attaque des étudiants de l'école rurale Isidro Burgos d'Ayotzinapa dans l'État du Guerrero au Mexique qui a fait 5 morts et 43 disparus, le gouvernement essaye toujours de nier ses responsabilités et réprime les étudiants et leurs familles qui se mobilisent pour que la vérité et la justice soient enfin établies.

Des nombreuses mobilisations sont organisées au Mexique et au niveau international, en particulier les 26 de chaque mois afin de faire pression sur le gouvernement et faire en sorte que cette répression ne tombe pas dans l'oubli.

Entre le mois d'avril et le mois de mai, 4 délégué-es d'Ayotzinapa (un père, une mère, un étudiant et un membre de l'organisation Tlachinollan qui les accompagne) vont parcourir une vingtaine de villes européennes pour partager leur histoire, leur lutte et rencontrer les collectifs européens qui se mobilisent depuis plusieurs mois, dans le cadre du réseau zapatiste de la Sexta. En France, ils seront à Paris les 3 et 4 mai à Paris et le 10 mai à Marseille.

Etat espagnol – Un vrai projet de destruction de l'école public

Carlos (CGT de l'Etat espagnol) : « *Il existe un vrai projet de destruction de l'école public* ».

Carlos, 46 ans, est enseignant et secrétaire de la CGT à Teruel en Aragon. Petit tour d'horizon avec lui sur l'action de la CGT enseñanza et sur l'actualité des luttes dans le secteur de l'éducation.

Lors des dernières élections syndicales, la CGT enseñanza a obtenu de très bons résultats. Comment l'expliques-tu ?

Dans une situation sociale qui va de mal en pis, le gouvernement Rajoy du *Partido Popular* multiplie les coupes sombres qui affectent toute la communauté éducative (enseignant-es, élèves, parents d'élèves). Ces attaques directes provoquent une hausse de la conscience et de la conflictualité sociale.

La CGT s'est engagée avec vigueur dans ce combat. A notre actif plusieurs journées de grèves, la plupart du temps, hélas, en solitaire, avec comme idée de défendre des questions cruciales de notre point de vue. A savoir : une école laïque, publique et gratuite. Mais aussi notre opposition farouche au fait que des fonds publics puissent financer les écoles privées sous contrats. Ces dernières, des écoles primaires à l'université, étant entre les mains de l'église.

Un autre aspect de notre identité syndicale, réside aussi, dans notre projet pédagogique de transformation sociale qui entend créer et développer chez les élèves un esprit critique.

Quelles sont les conséquences de la crise que connaît l'Espagne depuis 2008 dans le secteur éducatif ?

Il existe un vrai projet de détruire l'école public afin de rendre attractive l'école privée. **Des classes sont supprimées, des écoles ferment dans les villages, des postes d'enseignant-e-s ne sont pas compensés par les départs en retraites. On surcharge des classes. Tout est fait pour inciter les parents à se tourner vers le privé.** L'enveloppe allouée à l'école public, par cette désaffection en termes des effectifs d'élèves, a pour conséquence de diminuer d'année en année. Alors que dans le même temps, celle qui est destinée à l'école privée ne cesse d'augmenter.

Ce qui est triste dans cette situation c'est qu'au niveau de la CGT enseñanza, on se sent un peu esseulé, les autres syndicats adoptant une position attentiste et ne s'impliquant pas dans une dynamique de lutte qui pourrait inverser le rapport de force.

On vit pourtant une injustice qui mériterait une vraie riposte : on enlève aux élèves qui nécessiteraient pourtant le plus pour donner plus à ceux et celles qui en ont le moins besoin.

La hausse des effectifs des écoles privées corrélative à la baisse de ceux de l'école publique , a justifié aux yeux du gouvernement actuel, mais aussi celui du précédent d'obédience socialiste, une baisse drastique des postes d'enseignant-e-s ainsi que la réduction de nos salaires de 30%.

Les droits des enseignant-es ont été rognés de manière brutale. Les enseignant-e-s contractuel-le-s n'ont pas leurs mois d'été payés. Dans le même temps, les mêmes contractuel-le-s de l'école privée ainsi que les enseignant-e-s de religion voient leurs mois de juillet et d'aout payés. Une vraie injustice.

Un autre problème lié à notre exercice d'enseignant-e- réside dans le fait que l'on est complètement asphyxié par un travail administratif qui ne devrait pas relever de notre enseignement. En effet, ici en Espagne, il n'existe pas comme en France de CPE et des assistant-e-s sociales dans les établissements. A nous, dès lors, de gérer les absences et le suivi avec les parents d'élèves. Des tâches qui irrémédiablement ont des incidences sur la qualité de notre enseignement. Des tâches d'autant plus prenantes que nombre d'élèves et de familles vivent des situations extrêmes de détresse sociale.

Une étude de l'UNICEF, à ce propos, a montré que 30% des enfants espagnol-e-s vivent sous le seuil de pauvreté. Sans compter qu'un nombre important de familles ont été expulsées de leurs logements faute de pouvoir payer leurs loyers ou mensualités de prêt immobilier.

Quelles sont justement les conséquences directes de l'état de crise de l'Espagne sur la vie quotidienne des élèves ?



Les conséquences de la crise se font ressentir de manière exacerbée dans le quotidien de nos élèves. Les aides sociales aux familles ayant été drastiquement réduites, nombreux et nombreuses sont les élèves qui ne peuvent plus manger à midi à l'école faute de pouvoir payer les frais de cantine. Des familles qui bien souvent n'ont, au delà des frais liés à la scolarité de leurs enfants, même plus de quoi payer les premières nécessités : le gaz, l'électricité, la nourriture, le chauffage.

Pour faire face à cette détresse sociale, il n'est pas rare de voir des parents d'élèves s'impliquer pour pourvoir aux besoins alimentaires des élèves dont les familles ne peuvent plus joindre les deux bouts. Dans mon école, par exemple à Teruel, l'association des parents d'élèves, organise des vides greniers solidaires afin de garantir un petit fond et garantir ainsi que tous et toutes les élèves aient un repas chaud à midi. Repas de midi qui est, hélas, bien souvent le seul repas de la journée de beaucoup d'élèves.

Une situation en tout cas préoccupante, de notre point de vue d'enseignant et de syndicaliste, nous constatons depuis quelques années en lien avec cette détresse sociale, une réelle déficience chez de nombreux et nombreuses élèves issues des classes populaires, en termes d'apprentissage , de sociabilité et acquisitions de savoir-faire mais aussi en termes de développement physique et émotionnel.

Allemagne - Négociations salariales sous pression des grévistes

A compter de début mars, plusieurs mouvements de grève ont touché les établissements scolaires dans différents *landers* allemands. **Les syndicats et les grévistes entendent ainsi peser sur les négociations salariales.** Les employeurs proposaient de négocier une éventuelle augmentation de salaires si ... les organisations syndicales acceptent une baisse des pensions de retraite !